



IL Y A 6 JOURS, LE MARDI 23 MAI 2017

# En Italie, vacciner à tout prix

Si la France est régulièrement pointée du doigt pour sa défiance à l'égard des vaccins, il est probable que l'Italie nous suive de près dans les années qui viennent. En effet, le ministère de la Santé outre-Alpes, apparemment aussi indépendant qu'en France, a jugé bon d'opter pour la vaccination à la schlague. Ce ne sont pas moins de douze vaccins qui sont rendus obligatoires pour les enfants de 0 à 6 ans. Sans crier gare, l'Italie impose donc les précieuses picouses à sa jeune population, sous peine de fortes amendes, soit la bagatelle de 7.500 euros par enfant et par année rebelle.

Voir un État se soucier autant de notre santé a quelque chose de louche. Quand on sait que le dangereux vaccin contre le HPV (Papillomavirus humain) est toujours recommandé pour les jeunes filles, que l'astronomique pile de vaccins contre la grippe H1N1 fut commandée par Roselyne Bachelot en toute démesure, que la vente forcée d'un hexavalent (six souches injectées au même moment pour des enfants en bas âge,

au modique prix de quarante euros) a été imposée aux Français, que les obsédantes campagnes annuelles contre la grippe sont quelque peu disproportionnées pour un vaccin si peu efficace, que le DTP (diphtérie, tétanos, poliomyélite) – seules souches pourtant obligatoires – n'est plus disponible sur le marché, on imagine mal comment un ministère de la Santé peut se vanter d'être innocent de quelconques conflits d'intérêts. L'impressionnant lobbying pharmaceutique auprès des étudiants puis des médecins, accompagné de la magnanime supervision de l'État, donne lieu à de multiples interrogations. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'ils ne font rien pour nous rassurer, traitant de « complotistes » ceux qui, *a minima*, s'interrogent, et destituant par la main froide de l'Ordre des médecins ceux qui dénoncent les abus (comme ce fut le cas du professeur Henri Joyeux). *Business is business*.

Les parents ne sont pas en reste, car ceux qui ont le malheur de vouloir courageusement démêler le vrai du faux se heurtent à une armée de suspicions médicales, de quoi renoncer à leur poser des questions. S'ils y arrivent, ils se voient répéter dans chaque cabinet (au mot près) l'argumentaire savamment préparé par l'industrie pharmaceutique et l'INPES (Institut national de prévention et d'éducation pour la santé), auquel le bienveillant médecin ne manquera pas de se référer pour répondre.

Considérant la sacro-sainte balance bénéfices/risques (éternellement discutable) et les atrocités qui surviendraient à qui renonce au vaccin, on accule les réfractaires dans des accusations d'irresponsabilité envers leurs enfants et de mépris de leurs congénères. De quoi culpabiliser encore ; car une fois ces arguments épuisés, on découvre des médecins généralistes complètement ignares des risques et spécificités de chacun des vaccins qu'ils injectent. Effrayant.

C'est dommage, car en vaccination, démêler le vrai du faux commence par ne pas mettre tous les vaccins dans le même panier. Cela demande finesse et précision. Au lieu de ça, on nous assène que tout vaccin est bon. Si l'on retire certains produits du marché,

sans le dire trop fort, c'est bien évidemment que la pharmacovigilance fonctionne à merveille. Pourtant, tous les tests préalables (ceux dont vous parlera le médecin ignare) étaient censés éviter cela. Preuve qu'un vaccin, c'est d'abord peu de certitudes et beaucoup d'inconnues.

Nos protecteurs aux connaissances polycopiées sont en réalité des gardiens plus que des anges.

Ainsi, voir l'Italie imposer les vaccins contre les rougeole, poliomyélite, diphtérie, tétanos, hépatite B, haemophilus B, méningite B et C, rubéole, oreillons, coqueluche et même varicelle n'a rien de tranquillisant. Paradoxalement, si la médecine a fait des progrès, l'être humain semble demeurer dans sa médiocrité, au point de nous imposer le bien-être par des méthodes totalitaires. À cela, je dis non merci. Il vaut mieux être libre et malade que captif et bien portant.